



BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



Baromètre

Ventes et cessions de fonds de commerce

(Bâtiment, commerce, industrie ou services)

**Annonces publiées au BODACC
du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2014**

Direction de l'**information légale et administrative**



La référence au service du public

En 2014, 43 800 fonds de commerce ont été rachetés à un prix moyen de 189 600 €

Les activités de restauration et débit de boisson attirent un repreneur sur quatre

Les rachats de fonds de commerce avaient été stables sur le premier semestre 2014 tant en nombre de transactions (22 600) qu'en valeur des fonds (191 000 €). La deuxième partie de l'année confirme un manque de dynamique en dépit de bons mois de juillet et novembre. Sur 12 mois, le nombre de reprises de fonds de commerce retombe sous le seuil de 44 000 et revient au niveau de l'année 2009 à **43 800** (- 1,6 % par rapport à 2013). Néanmoins, la valeur des fonds résiste (- 0,8 % par rapport à 2013) et se maintient à un prix haut (**189 600 €**). Ce sont ainsi **plus de 10 milliards d'euros** qui auront été échangés sur cet exercice.

La **restauration traditionnelle demeure l'activité la plus attractive** avec 5 218 reprises devant la restauration rapide (2 911) puis les débits de boisson (2 311). Ces trois métiers concentrent à eux seuls plus de 10 000 transactions soit près du quart de l'ensemble des opérations. La boulangerie-pâtisserie (1 725) et la coiffure (1 339) concluent le top 5 des activités les plus transmises.

Ces reprises répondent généralement à un projet de création d'entreprise pérenne. **La moitié des repreneurs (21 600) sont de jeunes structures sans salariés.** Les TPE (15 784) et PME (4 423) sont également actives sur le marché du rachat d'activités. Leur nombre a crû de plus de 10 % cette année. La dynamique des ETI et Grandes entreprises (1 952 transactions, + 17 %) est essentiellement portée par le commerce de détail en magasins multi-rayons.

L'Île-de-France concentre encore 20 % des transactions qui se concluent à 285 000 € en moyenne. Les prix des fonds de commerce les plus élevés sont généralement observés dans les régions situées au-dessus de la Loire. Les départements et régions d'outre-mer font également preuve d'une valorisation des fonds supérieure à celles constatées en métropole.

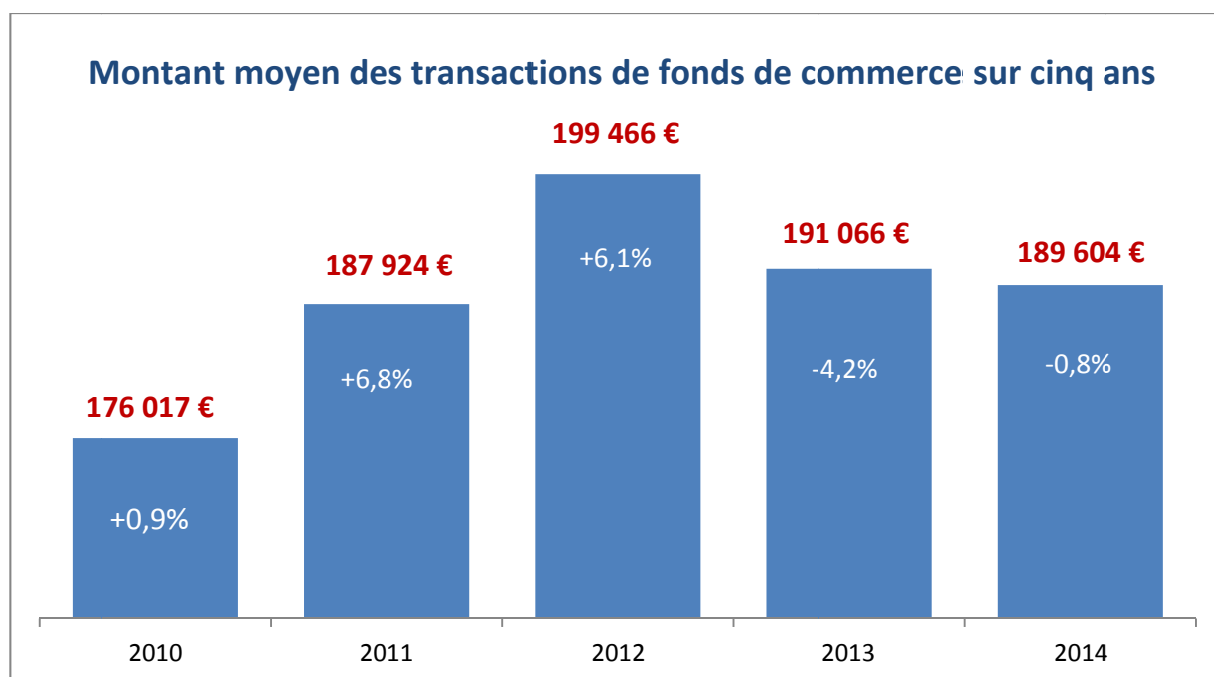
Analyse baromètre BODACC

Une valeur des fonds de commerce préservée

Si 2014 a permis de maintenir le faible niveau de croissance 2013, les affaires sont restées compliquées pour de nombreux acteurs en particulier pour les TPE. En dépit de ce contexte peu favorable, les fonds de commerce ont pu préserver une valorisation haute. En moyenne, ils ont été cédés au prix de 189 600 € soit un montant comparable (- 0,8 %) à celui de 2013.

Exception faite de 2012, où le prix moyen avait approché 200 000 €, le montant de cession 2014 est dans la moyenne des transactions observées depuis 2011 et supérieur de 15 000 € aux valeurs constatées sur la période 2008 – 2010.

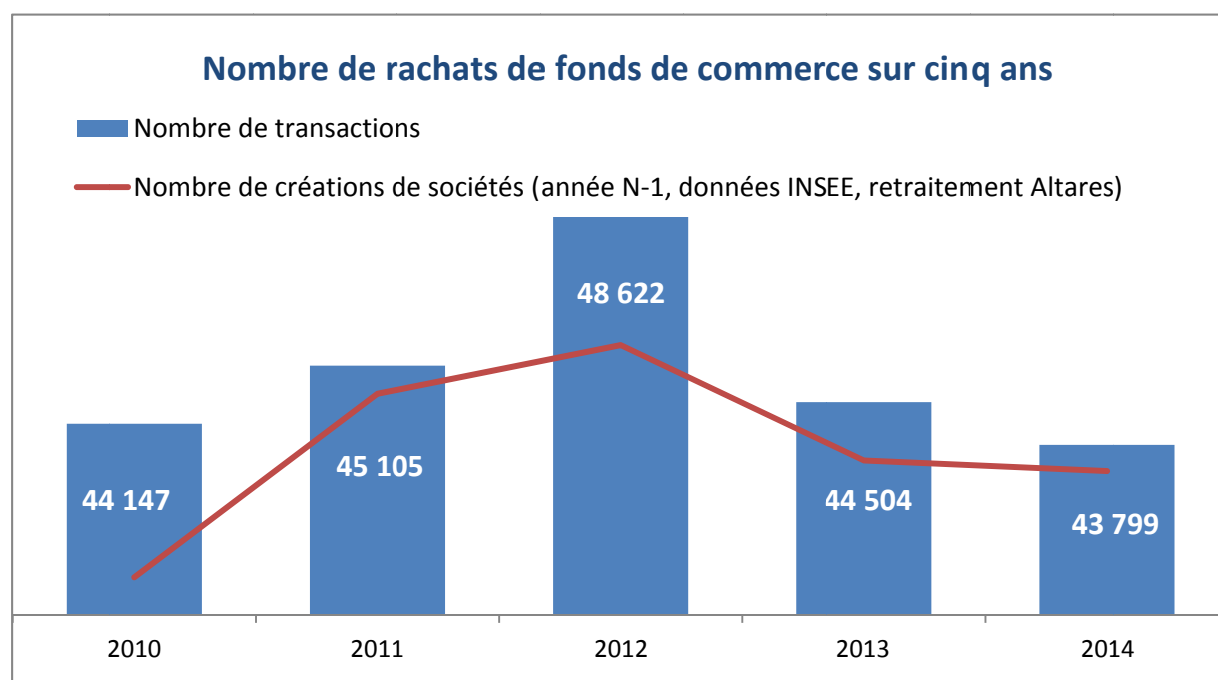
Cette valorisation sauvegardée confirme la qualité des fonds de commerce tant du point de vue du chef d'entreprise vendeur, soucieux d'organiser au mieux les conditions de son départ à la retraite, que de celui de l'acquéreur qui cherche à reprendre une affaire pérenne dans le cadre d'une création ou d'une croissance externe. La réputation de ces fonds demeure un levier essentiel de maintien d'une activité locale et de l'emploi associé.



88 % des repreneurs sont toujours en activité cinq ans après

L'effritement du nombre de transactions observé sur les transmissions de fonds de commerce fait écho au manque de dynamisme de la croissance et de la création d'entreprises. Si à partir de septembre 2014, les créations retrouvaient un rythme annuel de 164 000 nouvelles sociétés, il demeure que depuis 2012 les immatriculations stagnaient autour de 160 000 sur 12 mois. Or, huit reprises sur dix s'opèrent sous le statut de société. Ce qui explique que les échanges de fonds de commerce évoluent peu. En 2014, 43 799 fonds de commerce ont changé de main soit une baisse de moins de 2 % (- 1,6 %) par rapport à 2013. Sur cinq ans, le nombre de transactions reste voisin de 44 000, exception faite de 2012 qui avait franchi le seuil des 48 000.

Si le nombre de repreneurs recule légèrement, ces reprises conservent une remarquable pérennité. En effet, près de 88 % des repreneurs du millésime 2010 sont encore actifs en 2014 soit cinq plus tard, taux déjà observé sur les millésimes 2008 et 2009. Rappelons que l'INSEE observe un taux de survie à cinq ans des entreprises créées en 2006 de seulement 51,5 %.



De la PME à la Grande Entreprise, la reprise d'activité est un levier pour accélérer la croissance

Cette année encore, l'essentiel des repreneurs, soit 35 400 (85 %), sont des jeunes entreprises de moins de 10 salariés. Cependant, croissance externe et réorganisation dopent également le rachat de fonds de commerce par de plus gros acteurs plus anciens.

21 400 acquéreurs sont des **microentreprises**, un nombre en diminution très sensible (- 12 %) par rapport à 2013. Moins nombreuses, ces microentreprises ont toutefois dû accepter un prix d'achat en augmentation de 3 % sur un an à près de 160 500 € en moyenne, montant au plus haut depuis la crise (140 000 € en 2009).

Les **TPE** sont, elles, plus nombreuses sur le front des transactions (+ 10,7 % pour près de 15 800 reprises) mais pour des fonds de commerce moins onéreux de 4,5 % sur un an à moins de 175 000 € en moyenne, valeur comparable à celle de 2009 et inférieure à celles constatées depuis cinq ans. Ce prix moyen est très variable selon la taille. Il est d'environ 100 000 € pour un repreneur de 1 ou 2 salariés, 200 000 € pour ceux de 3 à 5 salariés et 300 000 € pour ceux de 6 à 9 salariés.

Les **PME** sont, elles-aussi, plus nombreuses (+ 12 % pour plus de 4 400 transactions) à avoir conclu un rachat de fonds de commerce, soit un millier de reprises supplémentaires par rapport à la période 2009-2011. Le prix d'acquisition recule de 2,2 % mais à plus de 379 000 € le montant reste très supérieur aux prix pratiqués avant 2012.

Les **ETI et Grandes Entreprises** continuent d'être très présentes. Le nombre de reprises par des sociétés de cette taille a augmenté de près de 17 % en 2014 pour approcher 2 000 transactions, un chiffre en augmentation régulière et même trois fois plus fort qu'en 2010.

L'essentiel des opérations est observé dans le commerce de détail et plus particulièrement dans les magasins multi-rayons. Les prix d'acquisitions sont très variables selon les surfaces achetées, toutefois, en moyenne la valeur d'achat se maintient très au-dessus de 400 000 € (438 000 €).

Montant moyen des transactions en € par tranche d'effectif des acheteurs

Tranche d'effectif des acheteurs	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Microentreprises (sans salarié ou inconnu)	146 425	150 179	162 101	160 471	165 266	3 %	21 640	- 12,1 %
TPE (1 à 9 salariés)	184 678	196 049	193 117	182 612	174 336	- 4,5 %	15 784	10,7 %
PME (10 à 249 salariés)	334 886	354 494	405 392	388 055	379 673	- 2,2 %	4 423	12,1 %
ETI Grandes entreprises (250 salariés et plus)	348 888	523 654	568 545	462 202	437 939	- 5,2 %	1 952	16,7 %
Ensemble	176 017	187 924	199 466	191 066	189 604	- 0,8 %	43 799	- 1,6 %

Moins de repreneurs individuels, plus de sociétés commerciales

La société à responsabilité limitée (SARL) demeure le statut privilégié par les candidats à la reprise d'un fonds de commerce. Cette catégorie représente plus de la moitié (53 %) des profils de repreneurs. Cependant, si cette forme concentre encore 23 000 transactions en 2014, ce nombre approchait les 26 000 en 2013 et dépassait les 30 000 en 2012. Ce sont désormais d'autres formes de sociétés qui portent plus fréquemment les offres de rachats. Ainsi, alors que les sociétés anonymes ou sociétés par actions simplifiées représentaient moins de 4 000 repreneurs avant 2011, ce nombre approche 13 800 en 2014. C'est plus précisément la société par actions simplifiée qui tire cette tendance.

A l'inverse le statut d'entrepreneur individuel est de moins en moins privilégié. Il a été adopté par 5 550 repreneurs, nombre en recul constant chaque année. Il y avait plus de 10 000 reprises sous cette forme jusqu'en 2009, soit près de deux fois plus.

En termes de valeur des fonds, les entrepreneurs individuels réalisent des acquisitions moins onéreuses depuis 2013. Le prix moyen est tombé sous le seuil de 90 000 € en 2014. Pour les SARL, le prix moyen d'acquisition se maintient aux environs de 175 000 € depuis trois ans. Les prix moyens sont en recul sensible (- 9,5 % à moins de 260 000 €) pour les acquéreurs de forme SAS. Cette forme était auparavant davantage rencontrée sur des opérations de plus grande envergure mais désormais elle se rencontre sur des dossiers de toute nature.

Montant moyen des transactions en € par catégorie juridique des acheteurs

Catégorie juridique des acheteurs	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Entreprises individuelles	99 754	103 264	104 337	97 565	89 771	- 8 %	5 549	- 10,6 %
Sociétés à responsabilité limitée	171 391	180 082	176 123	175 503	174 263	- 0,7 %	23 077	- 11 %
Sociétés anonymes ou SAS	327 597	340 615	376 101	286 890	259 746	- 9,5 %	13 746	29,3 %
Autres	406 965	368 843	387 313	359 298	341 009	- 5,1 %	1 427	- 18,5 %
Ensemble	176 017	187 924	199 466	191 066	189 604	- 0,8 %	43 799	- 1,6 %

Les entreprises nées avant la crise cherchent à renforcer leur business

Près de la moitié (45,4 %) des reprises de fonds de commerce est portée par des créateurs de **nouvelles entreprises**. Toutefois, ce nombre tombé sous le seuil des 20 000 en 2014 recule chaque année. Les entreprises de moins d'un an représentaient encore plus d'une transaction sur deux jusqu'en 2011 pour près de 25 000 achats. Le prix moyen s'érode lui aussi et revient à 165 000 € soit une valeur proche de celle constatée en 2009 (162 000 €).

Il en est de même pour les **jeunes repreneurs de un à deux ans** dont le nombre est au plus bas depuis 2008, point de départ du Baromètre BODACC. Le prix d'acquisition demeure toutefois élevé à près de 196 000 €. Un montant proche de celui observé sur la reprise de fonds de commerce par les entreprises âgées de **trois à cinq ans**.

Le prix d'acquisition se renchérit en revanche très sensiblement pour les repreneurs déjà installés depuis **six à dix ans**, c'est-à-dire des entreprises créées avant la crise, qui ont résisté à cette forte turbulence et cherchent maintenant à renforcer leur activité. Ces sociétés payaient en moyenne les fonds de commerce sous la barre des 180 000 € jusqu'en 2010 et plus de 250 000 € désormais.

Montant moyen des transactions en € par tranche d'âge des acheteurs

Tranche d'âge des acheteurs	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Moins d'un an	170 589	177 490	177 169	170 307	165 379	- 2,9 %	19 881	- 3,8 %
De 1 à 2 ans	182 591	184 007	192 793	201 303	195 939	- 2,7 %	6 978	- 8,8 %
De 3 à 5 ans	161 806	184 628	214 947	183 863	192 641	4,8 %	2 793	- 2,4 %
De 6 à 10 ans	176 767	198 462	208 833	218 425	254 720	16,6 %	3 984	- 1,8 %
De 11 à 15 ans	173 843	191 986	233 573	223 190	216 880	- 2,8 %	3 190	29,4 %
16 ans et plus	203 487	245 417	295 699	253 195	237 072	- 6,4 %	6 973	2,5 %
Ensemble	176 017	187 924	199 466	191 066	189 604	- 0,8 %	43 799	- 1,6 %

Mais ce sont les sociétés de **plus dix ans** qui se montrent les plus dynamiques. Elles sont plus de 10 000 à avoir repris un fonds de commerce en 2014, c'est 10 % de plus qu'en 2013. Là encore, ces

rachats s'opèrent dans le cadre de réorganisation ou de renforcement de marché et portent sur des acquisitions valorisées au-delà de 200 000 €.

Si les repreneurs de plus de dix ans sont de plus en plus nombreux et représentent désormais près d'un acheteur sur quatre, il convient de noter que le profil des vendeurs gagne lui-aussi en maturité. Désormais, plus d'un fonds de commerce vendus sur deux (52 %) ont été créés il y a plus de dix ans. Ce taux était de 50 % en 2013 et 48 % en 2012.

Distribution de l'ancienneté des fonds de commerce par % acheteurs/vendeurs

Tranche d'âge Acheteurs / Vendeurs	% acheteurs 2012	% vendeurs 2012	% acheteurs 2013	% vendeurs 2013	% acheteurs 2014	% vendeurs 2014
Moins d'un an	49,1 %	1 %	46,4 %	0,5 %	45,4 %	0,6 %
De 1 à 2 ans	17,2 %	8,1 %	17,2 %	7,6 %	15,9 %	6,7 %
De 3 à 5 ans	5,9 %	18,3 %	6,4 %	18,2 %	6,4 %	17,6 %
De 6 à 10 ans	8,4 %	23,8 %	9,1 %	24,2 %	9,1 %	23,4 %
De 11 à 15 ans	5,3 %	13,3 %	5,5 %	12,8 %	7,3 %	12,4 %
16 ans et plus	14,1 %	35,5 %	15,3 %	36,7 %	15,9 %	39,1 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Le prix des fonds de commerce est bien entendu tiré par le chiffre d'affaires développé par le vendeur. Si le prix de cession moyen s'établit à plus de 600 000 € pour un fonds dégageant plus de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, ce prix tombe à 118 000 € lorsque le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 €. Le différentiel de prix est ainsi de fois 5. Il est bien plus fort encore dans l'industrie manufacturière (fois 13) et le bâtiment (fois 8). Les écarts sont grands dans le commerce de détail, le transport ou les services aux entreprises et restent sensibles dans la restauration.

Montant moyen des transactions en € par tranche de CA des vendeurs

Tranche de CA	Bâtiment	Commerce de détail (hors pharmacies & hypermarchés)	Industrie manufacturière	Transport routier de marchandises	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Restauration	Ensemble des secteurs
Moins de 0,5 M€	60 407	98 528	107 391	85 703	105 750	65 053	129 416	118 290
De 0,5 à 1 M€	105 951	177 578	143 056	105 925	175 203	133 617	370 719	240 388
De 1 à 2 M€	132 353	234 714	184 599	200 643	213 578	177 810	461 914	244 399
De 2 à 5 M€	239 803	248 476	200 718	198 520	315 114	215 241	518 047	319 162
De 5 à 10 M€	241 014	274 130	361 068	286 725	380 100	333 571	510 353	406 990
10 M€ ou plus	470 840	317 385	1 387 297	266 832	473 856	NA	730 556	614 382

Plus d'une reprise sur deux est dans le commerce ou l'hébergement-restauration

Les secteurs du **Commerce** et de **l'Hébergement, restauration, débits de boisson** (HRC) drainaient à eux seuls plus de la moitié (56 %) des transactions.

L'activité du commerce est dopée par la vente de détail et plus précisément les magasins multi-rayons. Le prêt-à-porter ne manque toutefois pas d'attrait. Le nombre de transactions y a augmenté de plus

de 4 % avec 1 200 reprises. La vente au détail en alimentaire concentre encore plus de 1 700 transactions pour un prix resté stable à près de 138 000 €. C'est dans le soin de la personne et l'optique que les fonds de commerce sont les plus chers au-delà de 800 000 €. Mais ce montant s'effrite au fil des ans. C'est notamment le cas des pharmacies dont les fonds se traitent à 1 087 000 € en 2014 contre 1 147 000 € en 2013 ou 1 265 000 € en 2012.

Dans le HRC, les candidats à une reprise de fonds ont été moins nombreux (- 9 %) en dépit d'une baisse de la valeur des fonds (- 7 %). En restauration rapide, le nombre de repreneurs se stabilise autour de 2 900 pour un prix d'acquisition de 83 000 €, tandis qu'en restauration traditionnelle la chute des repreneurs est très sensible (5 200 contre 6 200 en 2013) pour une valeur de fonds en retrait de 161 000 € en 2013 à 156 000 € en 2014. Dans l'hôtellerie de plein air, le nombre de transactions est stable (144) pour un prix de cession toujours supérieur à 310 000 €.

Montant moyen des transactions en € par secteur d'activité des acheteurs

Secteur d'activité	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Agriculture	149 314	149 472	154 998	248 003	145 542	- 41,3 %	217	- 12,1 %
Construction	104 615	119 493	130 055	139 326	148 587	6,6 %	3 435	- 7,7 %
Commerce	242 831	253 478	264 085	246 427	247 576	0,5 %	12 804	1,3 %
Industrie	198 578	199 909	233 381	218 572	222 537	1,8 %	4 011	- 11 %
Information & communication	263 773	262 365	332 700	285 911	301 379	5,4 %	643	12,2 %
Transport & logistique	193 514	175 164	223 808	207 566	182 119	- 12,3 %	691	- 14,9 %
Activités d'assurance et financières	241 867	340 555	392 820	351 844	399 116	13,4 %	602	- 0,2 %
Services aux entreprises	180 483	206 615	247 655	220 642	214 011	- 3 %	3 755	0,8 %
Services aux particuliers	69 866	68 698	66 753	66 920	62 332	- 6,9 %	2 700	- 11,8 %
Hébergement, restauration, débits de boisson	151 889	158 763	159 341	160 520	149 614	- 6,8 %	11 534	- 8,7 %
Ensemble des secteurs	176 017	187 924	199 466	191 066	189 604	- 0,8 %	43 799	- 1,6 %

Dans l'**industrie**, le montant moyen des transactions progresse légèrement (+ 1,8 % à 222 000 €) mais le nombre de reprises recule de 11 % à 4 000. Les activités agroalimentaires comptent plus de 2 300 transmissions effectuées au prix moyen proche de 186 000 €. Les artisans **boulangers-pâtisseries** concentrent plus de 1 700 échanges de fonds de commerce achetés au prix moyen 179 000 €.

Pour l'**industrie manufacturière**, les transmissions les plus onéreuses se situent dans les métiers de la **chimie-pharmacie**, au-delà de 1 224 000 €.

Les activités **d'information et communication** s'inscrivent en hausse sensible tant en nombre d'acheteurs (+ 12 %) que de prix de cession (+5 % à 301 000 €). Les services informatiques portent plus de la moitié des reprises (333).

Le **transport et la logistique** fait grise mine avec moins de 700 reprises (- 15 %) au prix moyen de 182 000 € (- 12 %). Le transport routier de marchandises porte près de la moitié des opérations (317) qui se sont traitées à 183 000 € pour le fret interurbain et 122 000 € pour le fret de proximité.

La **construction** et les **services aux entreprises** comptabilisent chacun plus de 3 000 reprises de fonds de commerce.

Le bâtiment concentre près de 2 000 transactions conclues au prix moyen de plus de 121 000 € en augmentation de plus de 7 % par rapport à 2013. Les prix se renchérissent également de plus de 7 % dans les travaux publics et de près de 10 % dans l'immobilier.

Dans les services aux entreprises, le nombre d'acheteurs se stabilise mais la valeur des fonds recule de 3 % à 214 000 €. Les services techniques concentrent la majorité des reprises notamment dans les activités comptables (223 reprises à 273 000 €), de conseil (244 à 378 000 €) et d'ingénierie (241 à 243 000 €).

Montant moyen des transactions en € par activité des acheteurs

Activité	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Construction							
Bâtiment	95 734	91 939	112 688	121 087	7,5 %	1 933	- 11,9 %
Travaux publics	324 489	324 736	391 874	420 092	7,2 %	105	- 32,7 %
Agences immobilières	110 532	131 407	111 587	122 183	9,5 %	511	- 4,5 %
Autres activités immobilières	292 461	277 451	257 940	283 030	9,7 %	809	5,5 %

Activité	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Commerce							
Commerce & réparation véhicules	129 563	150 235	151 348	117 121	- 22,6 %	1 506	- 11,2 %
Magasins multi-rayons	144 094	161 885	179 002	301 617	68,5 %	2 156	57,7 %
Détail alimentaire	140 964	153 571	137 816	137 869	0 %	1 770	- 7,5 %
Bricolage & équipement du foyer	123 818	124 174	122 995	135 726	10,4 %	677	- 9,5 %
Sport & loisirs	159 676	181 105	165 677	176 465	6,5 %	674	- 11,9 %
Commerce d'habillement	149 275	161 172	137 131	143 600	4,7 %	1 199	4,5 %
Soin de la personne & optique	963 632	945 042	863 146	816 102	- 5,5 %	1 292	- 8,6 %
Vente hors magasin	105 701	89 228	87 624	101 284	15,6 %	370	- 12,3 %
Autres commerces de détail	101 473	101 775	111 991	104 999	- 6,2 %	1 094	- 1,7 %
Carburants & combustibles	192 303	213 104	372 507	194 564	- 47,8 %	139	27,5 %
Autres commerce interentreprises	171 339	328 946	317 328	173 411	- 45,4 %	242	- 21,4 %
Centrales d'achat	156 736	319 099	246 513	310 010	25,8 %	150	26,1 %
Alimentaire (interentreprises)	310 117	236 586	307 327	258 203	- 16 %	307	0,3 %
Textile, habillement (interentreprises)	174 930	167 337	130 278	154 003	18,2 %	135	- 8,2 %
Biens domestiques (interentreprises)	286 556	375 720	350 626	435 189	24,1 %	240	- 4,4 %
Équipements informatiques & électroniques (interentreprises)	355 221	378 797	260 884	237 236	- 9,1 %	87	26,1 %
Machines & équipements (interentreprises)	158 164	256 266	227 403	257 832	13,4 %	411	7,3 %
Matériaux de construction, sanitaire... (interentreprises)	221 099	381 207	270 573	231 862	- 14,3 %	355	- 0,6 %

Activité	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Industrie							
Industrie alimentaire	185 730	205 367	199 574	186 270	- 6,7 %	2 311	- 11,6 %
Textile, habillement, cuir	129 823	193 119	262 505	147 280	- 43,9 %	97	- 11 %
Bois, matériaux de construction	289 327	459 366	211 307	385 722	82,5 %	176	- 3,8 %
Papier, carton	304 091	363 346	242 209	325 672	34,5 %	25	- 30,6 %
Imprimerie	91 399	167 947	86 059	107 186	24,5 %	116	- 25,6 %
Énergie, eau, environnement	331 785	305 809	363 618	477 871	31,4 %	207	- 30,8 %
Chimie, pharmacie	1 070 688	766 282	916 200	1 224 576	33,7 %	79	- 1,3 %
Caoutchouc, plastique	306 417	313 441	217 651	307 033	41,1 %	78	- 9,3 %
Métallurgie, mécanique	327 898	182 368	281 117	156 296	- 44,4 %	259	- 7,2 %
Informatique, électronique	154 473	384 255	326 481	159 855	- 51 %	35	- 7,9 %
Machines et équipements	216 104	190 078	255 886	323 656	26,5 %	69	- 18,8 %
Autres industries manufacturières	124 978	173 836	152 349	293 526	92,7 %	196	1 %
Réparation, maintenance	102 047	166 606	124 303	189 700	52,6 %	217	- 1,8 %
Information & Communication							
Services informatiques	252 225	346 331	269 734	310 917	15,3 %	342	8,9 %
Édition	243 341	155 725	435 971	182 950	- 58 %	84	12 %
Films & son	267 493	380 713	191 755	184 697	- 3,7 %	64	33,3 %
Télécommunications	246 179	336 999	225 387	369 849	64,1 %	75	- 3,8 %
Transport							
Transport routier de marchandises	142 646	153 639	163 361	148 203	- 9,3 %	350	- 17,6 %
Transport routier de voyageurs	186 923	168 267	132 841	109 087	- 17,9 %	168	- 29,1 %
Services de transport	324 835	532 901	545 900	361 079	- 33,9 %	153	19,5 %
Activités d'assurance et financières							
Activités financières	570 643	625 336	511 437	684 113	33,8 %	380	6,1 %
Activités d'assurance	205 301	317 775	276 883	341 223	23,2 %	222	- 9,4 %

Activité	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Services aux entreprises							
Services techniques aux entreprises	252 182	214 233	199 841	242 004	21,1 %	1 556	- 9,1 %
Activités de location	214 799	264 498	279 391	188 060	- 32,7 %	455	59,6 %
Mise à disposition de ressources humaines	121 820	265 646	198 696	198 015	- 0,3 %	71	- 33 %
Voyages	95 813	159 430	151 405	138 783	- 8,3 %	119	24 %
Sécurité	197 661	301 452	142 982	141 215	- 1,2 %	72	46,9 %
Nettoyage de bâtiments	108 503	103 235	113 669	97 157	- 14,5 %	183	- 18,3 %
Services administratifs de bureau	163 003	363 519	296 258	212 224	- 28,4 %	58	- 20,5 %
Autres activités de soutien aux entreprises	121 517	134 018	144 817	180 983	25 %	308	- 14 %
Services aux particuliers							
Activités de réparation	69 282	69 721	67 638	75 414	11,5 %	179	7,2 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	66 864	64 394	64 481	56 556	- 12,3 %	1 981	- 15,2 %
Autres services à la personne	76 835	76 123	77 748	80 406	3,4 %	540	- 3,6 %
Hébergement, Restauration, Débits de boissons							
Hébergement	314 962	322 981	351 248	326 171	- 7,1 %	934	- 3,8 %
Restauration	139 227	138 708	139 275	129 778	- 6,8 %	8 289	- 13,4 %
Débits de boissons	168 452	177 306	174 750	155 157	- 11,2 %	2 311	10,2 %
Autres activités							
Santé humaine	344 894	531 510	364 845	285 114	- 21,9 %	301	- 28,2 %
Action sociale	367 281	430 743	215 805	116 289	- 46,1 %	106	8,2 %
Activités culturelles	405 282	163 834	234 047	198 407	- 15,2 %	44	- 21,4 %
Activités sportives	140 307	135 794	148 605	137 844	- 7,2 %	111	2,8 %
Autres activités récréatives	134 406	110 336	166 361	130 924	- 21,3 %	104	- 14,8 %
Enseignement	83 517	113 325	81 649	110 418	35,2 %	313	- 19,7 %
Ensemble des activités	176 017	187 924	191 066	189 604	- 0,8 %	43 799	- 1,6 %

Des prix plus élevés au nord de la Loire

En métropole, Île-de-France, Picardie et Corse sont les seules régions à présenter des prix moyens de cession au-delà de 200 000 €. De plus, dans ces régions, le nombre de transactions se stabilise, c'est le cas de la Picardie, voire augmente (+ 6 % en Île-de-France).

Montant moyen des transactions en € par région des acheteurs

Région des acheteurs	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Alsace	168 183	167 152	175 463	179 237	2,2 %	942	1,2 %
Aquitaine	195 644	184 392	165 708	159 057	- 4 %	2 518	1,4 %
Auvergne	140 721	132 245	151 033	135 392	- 10,4 %	961	- 4,5 %
Basse-Normandie	178 762	191 475	204 749	175 899	- 14,1 %	1 338	4,9 %
Bourgogne	146 721	146 208	149 655	162 412	8,5 %	1 097	6,2 %
Bretagne	194 427	203 540	191 980	185 073	- 3,6 %	2 364	- 5,9 %
Centre	171 511	186 474	183 964	164 171	- 10,8 %	1 410	- 1 %
Champagne-Ardenne	195 744	198 867	168 824	168 073	- 0,4 %	708	- 1,3 %
Corse	171 821	167 100	180 274	218 531	21,2 %	249	- 7,8 %
Franche-Comté	152 719	165 885	122 946	123 909	0,8 %	665	- 5,1 %
Haute-Normandie	175 036	182 841	200 051	183 297	- 8,4 %	1 077	- 8,7 %
Île-de-France	243 753	245 075	268 597	285 150	6,2 %	8 899	6 %
Languedoc-Roussillon	172 728	180 704	158 291	147 593	- 6,8 %	2 032	- 1,6 %
Limousin	150 665	152 474	158 514	140 451	- 11,4 %	529	- 0,8 %
Lorraine	166 556	163 080	146 494	137 521	- 6,1 %	1 235	- 7 %
Midi-Pyrénées	163 239	163 178	153 649	147 669	- 3,9 %	1 981	- 1 %
Nord-Pas-de-Calais	222 019	180 416	188 255	179 047	- 4,9 %	1 583	- 12,5 %
Pays de la Loire	168 904	179 529	171 799	168 201	- 2,1 %	2 391	- 11,6 %
Picardie	195 615	200 302	190 700	201 829	5,8 %	851	- 0,8 %
Poitou-Charentes	162 138	184 845	173 639	150 655	- 13,2 %	1 111	- 6,9 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	177 420	184 177	183 340	175 698	- 4,2 %	4 032	- 4,6 %
Rhône-Alpes	165 840	172 973	171 802	172 177	0,2 %	5 245	- 0,9 %
D.O.M	284 607	288 090	204 910	245 982	20 %	540	0,2 %
Total France	187 924	199 466	191 066	189 604	- 0,8 %	43 799	- 1,6 %

Les régions au-dessus de 180 000 €

L'Île-de-France conforte sa suprématie avec près de 8 900 reprises pour un prix de rachat qui augmente sensiblement (+ 6 %) à 285 000 €. Paris concentre 43 % des transactions (3 819) mais sur la base d'un montant de rachat en recul de 5 % à 271 000 €. Les fonds de commerce se renchérissent fortement dans les Hauts-de-Seine qui comptent plus de 1 200 reprises pour un prix moyen de 358 000 € en hausse de 14 %.

En **Picardie**, les prix des fonds de commerce augmentent de 6 % sur un an à 202 000 €. En Somme le prix moyen de cession avait gagné près de 20 000 € en 2013, c'est encore le cas cette année pour un montant moyen qui s'établit à 238 000 €.

La **Corse** affiche un prix moyen en forte hausse (+ 21 %) au-delà de 218 000 € tiré par la vente de pharmacies. Les cinq plus grosses cessions sont des pharmacies reprises pour des montants de 1,3 M€ à 3 M€.

Les fonds de commerce se sont échangés en moyenne à 185 000 € en **Bretagne**, un montant en recul depuis deux ans. Les prix se contractent en Côte d'Armor (150 000 €) et Finistère (185 000 €) et se renchérissent en Ille-et-Vilaine (192 000 €) et Morbihan (205 000 €).

En **Haute-Normandie**, les transactions se sont conclues sur un prix moyen de 183 000 € en recul par rapport à 2013 qui avait enregistré sa valeur la plus haute depuis 2008.

Les régions entre 160 000 € et 180 000 €

La valorisation des fonds de commerce dépasse 179 000 € en **Alsace**, tirée par le Bas-Rhin (192 000 €) et en **Nord-Pas-de-Calais** tirée par le Pas-de-Calais (219 000 €). Suivent, proches de 176 000 €, les régions **Basse-Normandie** portée par le Calvados (196 000 €) et **Provence-Alpes-Côte d'Azur** portée par les Alpes-Maritimes (194 000 €).

En **Rhône-Alpes**, le prix moyen de cession retombe à 172 000 €. Dans cette région, les départements Ain, Rhône et Haute-Savoie affichent des valorisations de fonds de commerce supérieures à 180 000 €.

Les transactions se sont conclues en moyenne à 168 000 € en **Champagne-Ardenne** tirée par la Marne (194 000 €) et **Pays de la Loire** portée par la Loire-Atlantique (186 000 €). Stable en Champagne-Ardenne, le prix moyen est en recul depuis deux ans en Pays de la Loire.

En région **Centre**, la valorisation des fonds de commerce s'effrite (164 000 €) en dépit d'un prix qui reste élevé dans le Loiret (227 000 €).

Stable à 146 000 € depuis deux ans, le prix moyen de cession des fonds de commerce bondit à 162 000 € en **Bourgogne**. L'Yonne affiche l'appréciation la plus soutenue proche de 250 000 € contre 210 000 € en 2013.

Les régions sous le seuil de 160 000 €

Exception faite de la Lorraine et la Franche-Comté, les régions dont les fonds de commerce se sont cédés sous la moyenne de 160 000 € sont situées en dessous de la Loire.

En **Lorraine**, le prix moyen, passé sous le seuil de 160 000 € en 2013, poursuit son recul et tombe à 138 000 €. Les départements de Meuse, Moselle et Vosges se situent aux environs de 130 000 € et Meurthe-et-Moselle à 154 000 €.

La valeur des fonds de commerce se stabilise aux environs de 123 000 € en **Franche-Comté**. Elle se fixe au-dessus de 113 000 € dans le Jura, 125 000 € dans le Doubs et sous les 150 000 € en Haute-Saône.

Poitou-Charentes et **Aquitaine** affichent un prix moyen de cession au-dessus de 150 000 €. Pour la première fois, les départements de Charente et la Vienne se fixent au-dessus de 120 000 €, les Deux-Sèvres à 144 000 € et Charente-Maritime à 171 000 €. En Aquitaine, la Gironde retrouve son prix moyen de 2012 soit 181 000 €, devant les Landes (165 000 €).

Midi-Pyrénées et **Languedoc-Roussillon** tombent sous les 150 000 €. La Haute-Garonne et l'Hérault se stabilisent à 164 000 €.

En **Limousin**, le prix moyen de cession avoisine 140 000 € tiré par la Creuse (159 000 €) devant la Corrèze et la Haute-Vienne sous les 140 000 €.

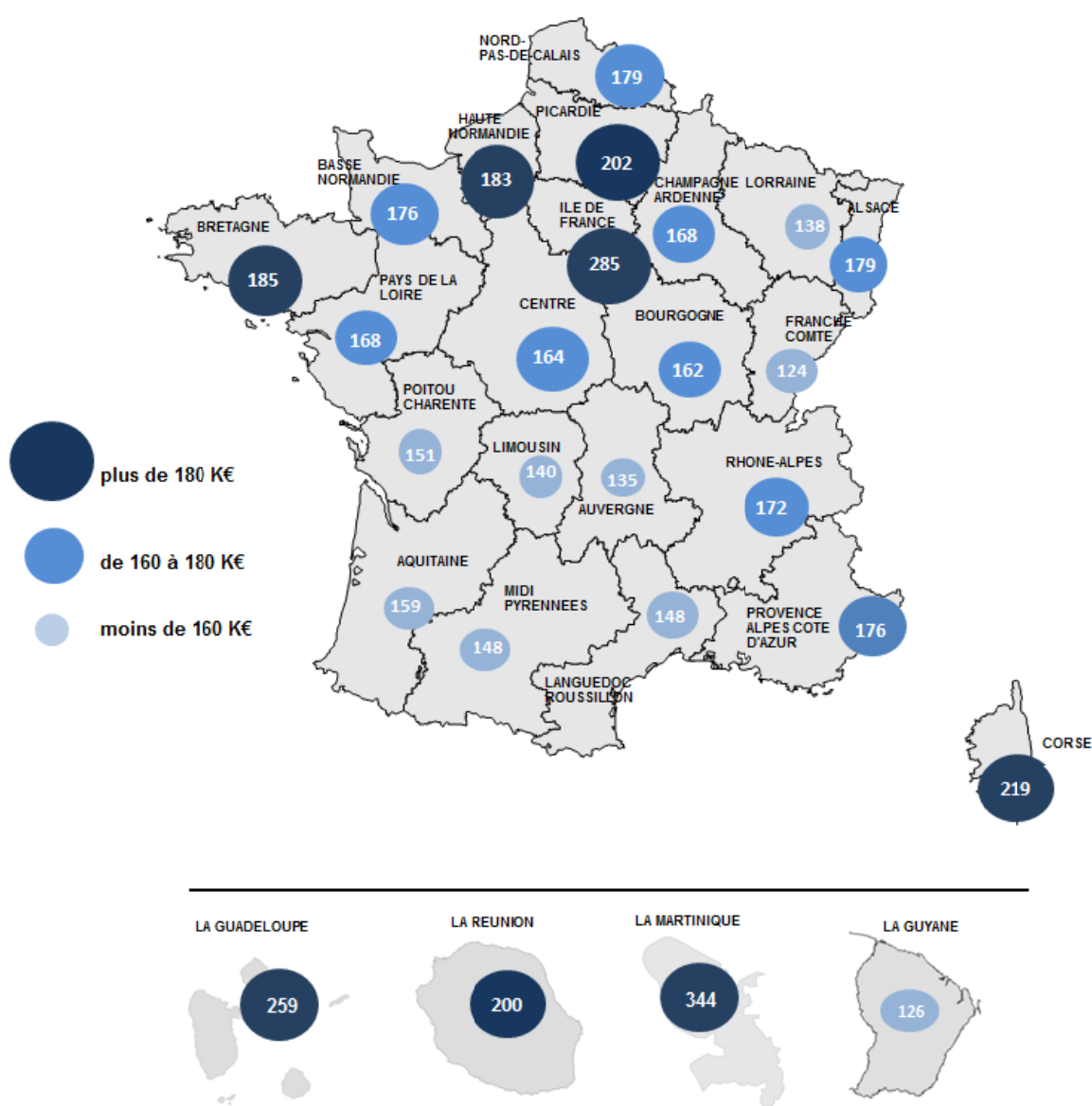
C'est en **Auvergne** que les transactions sont les moins onéreuses (135 000 €). Le Puy-de-Dôme approche le cap de 150 000 €, devant l'Allier à 140 000 €, le Cantal à 133 000 € puis la Haute-Loire au-dessus de 100 000 €.

Les régions d'outre-mer

Comme en 2013, plus de 500 échanges de fonds de commerce ont été traités dans les régions d'outre-mer. Le prix moyen des échanges s'est toutefois fortement apprécié gagnant + 20 % par rapport à 2013 à 246 000 € soit un montant très au-dessus des valeurs observées en métropole.

C'est en Martinique que le prix moyen de cession est le plus élevé, au-delà de 340 000 €. Ce montant se fixe à 259 000 € à la Guadeloupe, 200 000 € à la Réunion et 126 000 € en Guyane.

Carte de France des montants moyens de transactions en K€ par région des acheteurs



Montant moyen des transactions en € par département des acheteurs

Région des acheteurs	Dpt	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Alsace	67	215 661	190 575	192 478	1 %	590	- 0,7 %
	68	146 751	149 557	155 693	4,1 %	352	4,5 %
Aquitaine	24	132 777	129 390	114 815	- 11,3 %	405	22 %
	33	182 638	154 057	180 701	17,3 %	1 075	1,8 %
	40	191 994	211 143	165 327	- 21,7 %	323	7,3 %
	47	100 037	153 749	142 655	- 7,2 %	214	- 17,4 %
	64	179 604	188 876	146 122	- 22,6 %	501	- 6,5 %
Auvergne	03	130 481	171 847	139 426	- 18,9 %	198	- 21,4 %
	15	118 293	142 550	133 557	- 6,3 %	117	10,4 %
	43	99 855	146 495	101 448	- 30,7 %	195	- 1,5 %
	63	148 487	143 587	149 275	4 %	451	0,2 %
Basse-Normandie	14	228 737	216 061	195 862	- 9,3 %	760	14,5 %
	50	163 952	226 799	170 561	- 24,8 %	384	- 5,2 %
	61	122 348	125 282	106 978	- 14,6 %	194	- 6,3 %
Bourgogne	21	154 523	174 991	161 666	- 7,6 %	359	22,9 %
	58	129 353	124 151	105 578	- 15 %	119	- 11,2 %
	71	151 469	114 614	141 561	23,5 %	447	4,4 %
	89	122 473	210 855	249 286	18,2 %	172	- 3,9 %
Bretagne	22	163 417	158 143	150 665	- 4,7 %	464	11 %
	29	190 161	209 458	185 219	- 11,6 %	565	- 8,9 %
	35	215 564	189 857	192 055	1,2 %	771	- 13,2 %
	56	191 395	200 259	205 172	2,5 %	564	- 3,8 %
Centre	18	155 596	179 343	171 073	- 4,6 %	179	- 7,7 %
	28	157 843	166 088	159 692	- 3,9 %	206	- 6,8 %
	36	166 815	149 975	119 181	- 20,5 %	172	19,4 %
	37	155 858	192 335	145 391	- 24,4 %	375	9,3 %
	41	227 237	152 010	142 652	- 6,2 %	183	- 5,7 %
	45	244 505	222 832	226 708	1,7 %	295	- 10,1 %

Région des acheteurs	Dpt	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Champagne-Ardenne	08	236 008	213 200	177 563	- 16,7 %	113	- 13,7 %
	10	150 561	129 744	131 047	1 %	215	13,8 %
	51	229 125	158 533	194 487	22,7 %	289	- 8,5 %
	52	132 677	218 708	148 725	- 32 %	91	12,3 %
Corse	2A	175 872	148 052	229 268	54,9 %	102	- 27,1 %
	2B	161 761	216 266	213 007	- 1,5 %	146	18,7 %
Franche-Comté	25	201 499	140 762	125 292	- 11 %	289	- 4,6 %
	39	135 006	121 223	113 031	- 6,8 %	199	- 1 %
	70	144 567	99 749	146 712	47,1 %	113	- 16,3 %
	90	151 997	105 171	107 834	2,5 %	64	3,2 %
Haute-Normandie	27	205 873	187 758	177 201	- 5,6 %	299	- 18,3 %
	76	179 277	205 617	185 794	- 9,6 %	778	- 4,3 %
Île-de-France	75	268 495	284 235	270 960	- 4,7 %	3 819	5,7 %
	77	207 625	205 303	220 520	7,4 %	584	7,4 %
	78	222 111	211 903	247 715	16,9 %	726	14,9 %
	91	170 408	259 798	529 756	103,9 %	574	11,7 %
	92	327 481	314 632	357 548	13,6 %	1 217	0,6 %
	93	196 141	227 011	179 670	- 20,9 %	732	0,4 %
	94	195 821	257 926	244 082	- 5,4 %	745	10,7 %
	95	198 209	274 083	203 640	- 25,7 %	502	5,2 %
Languedoc-Roussillon	11	162 988	109 192	96 259	- 11,8 %	288	17,1 %
	30	175 475	175 906	140 109	- 20,4 %	436	- 9,7 %
	34	172 483	164 882	164 401	- 0,3 %	875	3,9 %
	48	175 016	176 723	143 569	- 18,8 %	71	2,9 %
	66	167 273	150 860	156 142	3,5 %	362	- 14,8 %
Limousin	19	114 214	139 800	137 083	- 1,9 %	179	- 12,3 %
	23	145 019	186 838	158 996	- 14,9 %	77	16,7 %
	87	166 844	166 540	136 756	- 17,9 %	273	3,8 %

Région des acheteurs	Dpt	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Lorraine	54	140 353	160 593	153 714	- 4,3 %	360	- 11,3 %
	55	87 159	171 029	130 273	- 23,8 %	83	- 3,5 %
	57	190 124	143 395	129 889	- 9,4 %	525	- 8,9 %
	88	107 438	122 639	133 448	8,8 %	267	2,7 %
Midi-Pyrénées	09	124 651	132 579	140 910	6,3 %	76	- 20,8 %
	12	158 711	115 771	134 244	16 %	232	16,6 %
	31	176 226	164 754	164 627	- 0,1 %	878	- 0,7 %
	32	145 482	267 402	112 881	- 57,8 %	136	- 8,1 %
	46	111 234	141 598	155 075	9,5 %	127	5 %
	65	140 921	132 682	159 414	20,1 %	138	- 17,4 %
	81	130 564	126 194	109 570	- 13,2 %	261	5,7 %
	82	147 671	128 699	159 564	24 %	133	- 4,3 %
Nord-Pas-de-Calais	59	175 657	202 699	157 360	- 22,4 %	1 003	- 6,9 %
	62	180 238	167 737	219 008	30,6 %	580	- 20,8 %
Pays de la Loire	44	189 043	179 671	186 437	3,8 %	885	- 18,8 %
	49	180 454	164 852	164 459	- 0,2 %	462	- 9,9 %
	53	198 552	132 285	112 915	- 14,6 %	247	4,2 %
	72	177 336	161 514	174 333	7,9 %	351	3,8 %
	85	153 138	187 840	162 976	- 13,2 %	446	- 15,5 %
Picardie	02	163 085	136 068	195 775	43,9 %	223	- 20,6 %
	60	222 214	215 130	171 233	- 20,4 %	316	3,3 %
	80	202 786	218 450	237 939	8,9 %	312	15,1 %
Poitou-Charentes	16	153 760	157 312	125 433	- 20,3 %	181	- 12,6 %
	17	217 102	182 102	171 497	- 5,8 %	527	- 2,9 %
	79	168 412	161 458	144 161	- 10,7 %	207	10,7 %
	86	130 178	175 512	120 836	- 31,2 %	196	- 23,4 %

Région des acheteurs	Dpt	2012	2013	2014	Évolution 2014 vs 2013	Nombre transactions 2014	Évolution 2014 vs 2013
Provence-Alpes-Côte d'Azur	04	124 828	125 295	109 848	- 12,3 %	124	- 21 %
	05	166 947	129 200	179 277	38,8 %	158	- 23,7 %
	06	181 343	198 323	194 256	- 2,1 %	1 010	- 4,9 %
	13	180 820	185 181	176 877	- 4,5 %	1 390	- 4,2 %
	83	170 285	184 678	166 577	- 9,8 %	891	- 2,8 %
	84	188 786	185 656	167 341	- 9,9 %	459	6,5 %
Rhône-Alpes	01	138 604	131 895	187 815	42,4 %	418	- 0,5 %
	07	134 480	140 056	113 528	- 18,9 %	215	- 14,3 %
	26	141 156	195 956	178 363	- 9 %	372	- 11,2 %
	38	154 272	141 581	160 696	13,5 %	877	- 0,8 %
	42	156 628	139 544	129 630	- 7,1 %	741	11,3 %
	69	177 798	189 096	190 615	0,8 %	1 589	- 2,1 %
	73	171 862	191 127	178 863	- 6,4 %	430	7 %
	74	184 073	189 611	189 812	0,1 %	603	- 4 %
D.O.M	97	288 090	204 910	245 982	20 %	540	0,2 %
Total France		199 466	191 066	189 604	- 0,8 %	43 799	- 1,6 %

Note méthodologique

Le champ d'analyse :

Lors de la vente d'un fonds de commerce, les formalités de publicité incombent à l'acquéreur. C'est pourquoi le baromètre BODACC analyse des transactions du point de vue du repreneur plus que du vendeur. Le périmètre d'analyse porte sur l'exploitation de l'ensemble des annonces de ventes et cessions publiées au *Bodacc* depuis 2008. Les mentions clés publiées au *Bodacc*, à savoir la date de l'acte, les coordonnées du repreneur, le montant d'acquisition du fonds et les coordonnées du précédent propriétaire ont été enrichies de données complémentaires extraites des bases de données Altare.

Définition de la moyenne des prix d'acquisition :

Le prix moyen représente la somme des montants d'acquisition des fonds divisée par le nombre de transactions. Cette moyenne est calculée sur la population des transactions dont le montant est compris entre 10 K€ et 10 M€. Ce champ spécifique permet de dégager des tendances cohérentes sur les prix d'acquisitions pratiqués.

En effet, quelques opérations très fortes peuvent perturber les résultats. Ainsi en 2014, une quarantaine de ventes de plus de 10 M€ ont été observées représentant un montant global de 1,8 milliards d'€.

A l'inverse, les plus faibles transactions inférieures à 10 K€, si elles sont moins perturbantes du fait de leur faible montant et de leur petit nombre (moins de 5 % de l'ensemble des transactions), traduisent mal la réalité des reprises économiques.

Nomenclature d'activités :

La distribution des secteurs d'activité s'appuie sur la nouvelle nomenclature des activités françaises (NAF) révisée au 1^{er} janvier 2008. Les regroupements établis sont des formats standards couramment utilisés dans le cadre des études économiques.

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	CODES NAF ASSOCIÉS
Agriculture	01 à 03
Construction	41 à 43 et 68
Commerce	45 à 47
Industrie	05 à 39
Information & communication	58 à 63
Transport & logistique	49 à 53
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	69 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	95 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	55 à 56
Autres activités	84 à 94 et 99

Glossaire

Fonds de commerce :

Entité économique d'éléments affectés à l'exploitation d'une activité commerciale. Ces éléments constituent la valeur du fonds. On distingue les éléments corporels (matériels, marchandises, équipements...) et les éléments incorporels (clientèle, droit au bail, nom commercial, enseigne...). La vente des fonds de commerce fait l'objet de précautions particulières en termes de publicité pour sauvegarder les intérêts des créanciers du vendeur. En effet, les éventuels créanciers disposent de dix jours à compter de la publicité au *BODACC* pour faire opposition à la cession.

Ventes et cessions :

Opération juridique au cours de laquelle la propriété d'un bien ou d'un ensemble de biens ou d'un droit passe du patrimoine du cédant à celui du cessionnaire (bénéficiaire de la cession). Il en est ainsi pour les ventes et cessions de fonds de commerce. Sont ainsi publiés aux *BODACC* les transferts de propriété de fonds de commerce par achat, par apport ou par apport partiel d'actifs. La transaction peut porter tant sur un établissement, un droit au bail ou une simple branche d'activité.

L'acte de cession de fonds doit faire l'objet d'une première publicité dans un journal d'annonces légales local, puis d'une publication nationale au *BODACC*. Outre les informations relatives à ce dernier, l'avis au *BODACC* comprend le fonds acquis, le type d'acquisition (achat, apport...), le montant de la transaction, les coordonnées du précédent propriétaire ainsi que les références de la publicité préalable dans un Journal d'annonces légales et les conditions pour faire opposition. Les créanciers du vendeur ont dix jours à compter de cette publicité pour former opposition au prix de vente du fonds. Cette opposition a pour effet d'empêcher que le prix de la cession, placé sur un compte de séquestre, ne soit remis au vendeur. La somme bloquée sur le séquestre constitue une garantie pour les éventuels créanciers. Ainsi un acquéreur qui paierait le vendeur sans avoir procédé aux publicités nécessaires ou avant les délais des dix jours, peut en outre se voir contraint de rembourser les éventuelles créances du vendeur. C'est ce qui explique que ce soit l'acquéreur qui procède aux formalités de publicité.

Transaction :

Convention conclue par acte authentique stipulant les engagements réciproques interdépendants des parties prenantes à la vente de fonds de commerce (cédant et cessionnaire).

Repreneur :

Unité légale (entreprise individuelle ou entreprise) qui reprend totalement ou partiellement, l'activité d'un ou plusieurs établissements économiques d'une autre unité légale.

Catégorie juridique :

La catégorie juridique décrit le statut juridique de l'entreprise. Les différentes formes juridiques ont été créées par la loi, soit pour réglementer une activité, soit pour répondre à un vide juridique, mais le but est toujours d'adapter le droit aux réalités et aux besoins économiques. Le droit des affaires distingue :

- l'entrepreneur indépendant (artisan, commerçant...);
- la société (SARL, SA...);
- le groupement (GIE, association).

Etablissement :

Pour le répertoire Sirene (répertoire des entreprises et des établissements réalisé par l'INSEE), un établissement est une unité d'exploitation ou de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. C'est le lieu où est exercée l'activité (magasin, atelier, entrepôt...). Un établissement se compose d'un lieu et d'une activité. On distingue trois types d'établissement :

- **établissement principal** : lieu où s'exerce l'activité principale d'une entreprise. Généralement, cet établissement se situe à l'adresse du siège social ;
- **établissement complémentaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe dans le même ressort du greffe du tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal ;
- **établissement secondaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe en dehors de ressort du greffe de tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal.

Entreprise :

Personne physique ou morale exerçant de manière indépendante une activité professionnelle non salariée.

Il existe deux grandes catégories d'entreprises :

- **l'entreprise individuelle** qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de son exploitant (par exemple : commerçant, artisan, profession libérale, exploitant agricole...);
- **l'entreprise dite personne morale** (par exemple : société anonyme (SA), société à responsabilité limitée (SARL)...).